

Déclaration du SNUipp FSU 95 à la CAPD du 17 octobre 2013



Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,
Mesdames, messieurs,

Cette CAPD se tient dans un climat particulier. La situation internationale est tendue et les politiques d'austérité se renforcent. En France, le projet de budget 2014 s'inscrit dans la poursuite de ces politiques. Une nouvelle baisse des dépenses publiques est programmée. L'État, les collectivités et la sécurité sociale subiront la plus grosse part des économies. Ces baisses vont contribuer un peu plus à la dégradation des services publics et des prestations rendues à la population.

La loi sur les retraites, votée mardi à l'Assemblée Nationale, s'inscrit clairement dans la logique régressive construite par les réformes précédentes. Cette réforme est essentiellement supportée par les salariés et les retraités. Seul le patronat bénéficiera de mesures de compensations. L'allongement de la durée de cotisation va être synonyme d'une diminution du montant des pensions. Notre profession très féminisée va être fortement impactée par cette réforme injuste.

Dans le même temps, le climat dans les écoles est toujours aussi critique. Les améliorations attendues par les enseignants ne sont pas au rendez-vous.

C'est la première véritable rentrée du ministre Vincent Peillon. Si le nombre d'enseignants a été légèrement amélioré, les postes créés ont été essentiellement absorbés par la poussée démographique et les besoins liés à la formation initiale. Les effectifs restent toujours élevés. Les nouveaux dispositifs (scolarisation des moins de 3 ans, plus de maîtres que de classes) ne concernent qu'un nombre trop restreint d'écoles et se mettent en place de manière compliquée. La situation des RASED, de la direction d'école, du non remplacement, des élèves en situation de handicap, de l'entrée dans le métier de nos jeunes collègues, des formations initiale et continue, des frais de déplacement sont autant de dossiers qui restent sans réponse et qui contribuent à détériorer les conditions de travail des collègues et les conditions de réussite des élèves. Les nouvelles mesures, tant sur les rythmes que sur la déclinaison des 108 h, apportent également un surcroît de travail et les collègues ont le sentiment de passer plus de temps à rendre compte qu'à agir.

Le projet de budget 2014 laisse présager une prochaine rentrée encore difficile. Bien qu'en légère hausse, celui-ci couvrira difficilement les besoins sur le terrain.

Les enseignants n'ont que trop souffert ces dernières années, ils doivent enfin être reconnus pour leur travail et leur investissement professionnel. Cela passe notamment par une meilleure reconnaissance financière. Or, côté rémunération, ce budget est marqué par la poursuite pour la quatrième année du gel du point d'indice, la dernière augmentation remontant à juillet 2010. Cette situation n'est plus tenable. Rappelons qu'en France, les enseignants débutants et après 15 ans d'exercice sont bien moins rémunérés par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE. Au niveau du primaire, les salaires sont inférieurs de 15 % environ à la moyenne de l'OCDE.

La création de l'indemnité ISAE n'est pas une réponse, d'autant qu'un certain nombre de collègues en sont exclus ! C'est pourquoi le SNUipp-FSU vient de lancer une pétition. Dans le même temps, le SNUipp-FSU continue de demander une réelle revalorisation salariale de tous les enseignants du primaire.

C'est dans ce contexte que se tient donc aujourd'hui la CAPD des promotions

Le SNUipp-FSU 95 a été saisi par de très nombreux collègues ces dernières semaines. Dans un contexte de baisse régulière de pouvoir d'achat, l'attente d'une promotion est le seul moyen, inégalitaire, de voir progresser son salaire aujourd'hui....

Le SNUipp-FSU, fidèle à ses principes d'équité, d'égalité de traitement et de carrière, de transparence, continuera de porter sa demande du même rythme d'avancement pour tous, à la cadence la plus rapide.